

# **Examen de diplôme pour experts fiscaux**

---

**EXAMEN DE DIPLÔME**

**2016**

**Travail de diplôme**

**I**

## Contenu

Page de couverture	Page 1
Contenu du travail de diplôme	Page 2
Donnée du travail de diplôme	Pages 3 - 5
Liste d'annexes	Page 6
<b>Total des pages</b>	<b>10 pages</b>

\* \* \*

**Travail de diplôme 2016 – Cas I**  
**Données**

**Partie 1****(40 points)**

M. Michel Richard (MR), un self-made man de 64 ans, d'origine suisse et résident depuis de nombreuses années en Grande-Bretagne, vous consulte afin de préparer la transmission de son héritage. Il aimerait régler maintenant sa situation successorale, comme il prévoit de déménager bientôt en Suisse début 2017.

Les fonds à investir dans le véhicule successoral sont les suivants :

Investissements	Rendements moyens annuels projetés	Montants à investir en CHF
Obligations (Suisse)	3%	1mio
Obligations (US)	2.5%	1mio
Actions (France)	1.5%	1mio
Fonds de théorisations SICAV LUX (Luxembourg)	4% (constitué de 50% gains en capital, 25% dividendes, 25% intérêts)	2mio

Les rendements sont soumis aux impôts à la source étrangers standards.

Les héritiers sont sa femme Ellie, 58 ans, qui a déménagé en Suisse en janvier de cette année, leur fille Florence, résidente en France près de Genève, leur fils adoptif Nicolas, qui étudie à l'université de New York. Le régime matrimonial de M. et Mme Richard est similaire au régime de participation aux acquêts.

Un conseiller lui a parlé de la possibilité de constituer un trust irrévocable discrétionnaire, qui pourrait être géré par un Trustee suisse. Les fonds seraient déposés auprès d'une banque suisse également. Par contre, dans la discussion, il n'a pas retenu s'il doit indiquer lui-même en tant que 1er bénéficiaire, puis les héritiers comme autres bénéficiaires, ou seulement les héritiers.

Afin d'avoir quand-même encore un revenu minimum jusqu'à sa mort, M. Richard aimerait recevoir 40% des rendements nets de ces fonds, mais au minimum CHF 75'000. Son idée serait de se faire payer ces montants en facturant des « services de conseils d'investissements » au véhicule successoral.

De plus, il continuera de recevoir des rétrocessions de quelques partenaires contractuels, pour la mise en relation avec certains clients, estimés à CHF 45'000/an pour les prochains 5 ans.

M. Richard aimerait que vous lui conseilliez la meilleure planification fiscale, en tenant compte de sa situation de manière globale, notamment des économies d'impôts sur le revenu et sur le bénéfice, y compris sur les rendements, et sur la fortune pour lui de son vivant puis pour ses héritiers, mais également d'un point de vue de l'impôt sur la succession et de tout autre impôt. Dès lors, il vous demande d'établir une étude des conséquences fiscales du scénario envisagé, mais également les alternatives possibles, y compris la preuve de la meilleure solution, chiffres à l'appui pour les années 2016 et 2017.

M. Richard n'aime guère les mauvaises surprises. Il sera donc crucial de lui exposer toutes problématiques fiscales, les éventuels risques et obligations qui lui incomberont en Suisse. Il aimerait également que vous lui fournissiez les indications quant à la documentation nécessaire.

## **Partie 2**

**(17 points)**

M. Richard est également propriétaire d'une société holding Virtual World Ltd (VW), dont le siège est à Londres. Cette société a une succursale en Suisse, à Lausanne ainsi qu'une filiale à Genève (NexTrading SA). Vous trouverez les comptes de ces sociétés en annexe 1.

Le travail administratif pour la succursale est géré par sa femme Ellie. M. Richard s'occupe de son côté de la holding. Aucun des deux époux ne perçoit une rémunération pour le travail effectué. En cas de besoin financier, le retrait d'argent est comptabilisé en charge du compte courant actionnaire.

M. Richard est l'actionnaire unique et associé gérant de VW. Il aimerait simplifier la structure de ces sociétés, suite à l'évolution des activités et donc fusionner la succursale avec la filiale NexTrading SA (NT).

Il n'y a pas d'urgence à réaliser ce changement, mais M. Richard aimerait entendre vos propositions à ce sujet et à propos d'éventuelles alternatives. Veuillez exposer toutes les problématiques fiscales y relatives, appuyées par des calculs, en 2016 et 2017.

## **Partie 3**

**(28 points)**

En parallèle, le conseiller (trustee) de votre client est approché par un de ses clients, une institution de prévoyance (la Caisse de Pension des Sociétés Genevoises) exonérée des impôts directs au sens de l'article 80 de la Loi sur la Prévoyance Professionnelle (LPP).

En effet, en vue de satisfaire les nouvelles prescriptions de placement en relation avec l'article art. 50 par. 3 OPP2, la Caisse de Pension des Sociétés Genevoises a l'intention de transférer l'intégralité de son portefeuille immobilier situé dans le canton de Genève mentionné dans l'annexe 4, à une institution bancaire en échange de parts de participation au capital immobilier d'une fondation de placement (ci-après FP). Suite à cet échange la Caisse de pension devrait également obtenir des droits statutaires pour participer au processus de décision de cette dernière.

La FP a pour but le placement, développement et la gérance professionnelle d'immeubles pour des institutions de prévoyance suisses et de réunir un portefeuille immobilier pour ces dernières.

D'un point de vue légal, il est envisagé d'effectuer le transfert par le biais d'un transfert de patrimoine au sens de l'article 98 LFus.

Vous trouverez pour votre information les comptes 2014 et 2015 de la Caisse de Pension des Sociétés Genevoises en annexes 2 et 3.

Dans ce contexte, le client souhaiterait que vous effectuiez une analyse des éléments suivants :

Quelles sont les conséquences fiscales suisses relatives à ce transfert d'immeubles? Est-il possible d'effectuer cette opération en neutralité fiscale ? Le cas échéant, quels seraient les impôts dus et les montants en jeu ?

Dans le cadre de la négociation du rapport d'échange entre la caisse et avec l'institution bancaire pour le portefeuille immobilier, il est prévu qu'il serait pris en compte le montant des impôts latents sur les immeubles transférés à la FP. Le client souhaiterait à cette occasion que vous l'aidiez à estimer ce montant et à formuler des arguments pour obtenir un rapport d'échange aussi avantageux que possible en sa faveur. Dans cette 2ème question, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir partir du principe qu'il est possible d'effectuer un transfert du portefeuille immobilier en neutralité fiscale.

Le client étant très pointilleux, il vous est demandé de formuler vos hypothèses de travail ainsi que de remettre en annexe le détail de votre analyse fiscale ainsi que les calculs afin de soutenir vos conclusions et votre position.

A titre d'information, le client a uniquement besoin d'une analyse fiscale dans la mesure où il a déjà reçu des recommandations de ses avocats et ses experts comptables pour ce qui est des aspects légaux, réglementaires et comptables.

**Liste d'annexes**

1. Bilan 2015 : Comptes de pertes et profits 2015 .....	7
2. CPSG : Bilan au 31.12.2015.....	8
3. CPSG : Compte de pertes et profits 2015.....	9
4. CPSG : Valeur des immeubles .....	10

**Bilan 2015****KCHF****Comptes de pertes et profits 2015****VirtualWorld Ltd, Londres (VW)**

Liquidités	1010	Prêt MR	920	Dividende NT	80
Participation NT	100	Capital	150	Rendement immobilier net	20
Actifs immobilisés	500	Réserves	500	Frais audit et conseil	-55
		Résultat 2015	40	Impôt	-5
Actifs	1610	Passifs	1610	Résultat	40

**Succursale de VirtualWorld Ltd, Lausanne**

Liquidités	10	Prêt MR	620	Rendement immobilier net	20
Immeuble de placement Lausanne *	500	Capital de dotation	100	Frais audit et conseil de tiers	-35
		Résultats reportés	-191	Impôts	-4
		Résultat 2015	-19		
Actifs	510	Passifs	510	Résultat	-19

\* Valeur vénale 1000

**NexTrading SA, Genève (NT)**

Liquidités	25	Dettes court terme tiers	20	Profit d'exploitation	95
Actifs d'exploitation	350	Capital	300	Frais audit et conseil de tiers	-35
Actifs immobilisés	345	Réserves	355	Impôts	-15
		Résultat 2015	45		
Actifs	720	Passifs	720	Résultat	45

**Caisse de Pension des Sociétés Genevoises (CPSG)**

**Etats financiers 2015**

**Bilan au 31 décembre 2015 (en CHF) avec comparatifs 2014**

<b>Actifs</b>	<b>Notes</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>Passifs</b>	<b>Notes</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Placements				Engagements			
Liquidités et placements à terme		25'200'000	17'649'000	Prestations de libre passages et rentes		1'784'000	2'738'000
Obligations		80'242'000	85'032'000				
Actions		184'216'000	176'917'000	Compte de régularisation passif		886'000	594'000
Placements immobiliers		40'598'000	37'340'000				
Hypothèques		6'729'000	7'350'000				
Autres placements		26'259'000	21'778'000	Capitaux de prévoyance et provisions techniques			
Immeubles		156'751'000	156'751'000	Capitaux de prévoyance assurés actifs		145'340'000	141'574'000
				Capitaux de prévoyance rentiers		270'390'000	260'313'000
Comptes de régularisation		2'509'000	3'161'000	Provisions techniques		19'734'000	10'132'000
				Réserve de fluctuation de valeurs		69'674'000	65'923'000
				Capital de la fondation / Fonds libres			
				Situation en début de période		24'704'000	
				Résultat de l'exercice		-10'008'000	24'704'000
<b>Total de l'actif</b>		<b>522'504'000</b>	<b>505'978'000</b>	<b>Total du passif</b>		<b>522'504'000</b>	<b>505'978'000</b>
						-	-



**Caisse de Pension des Sociétés Genevoises (CPSG)****Etats financiers 2015**

<b>Compte de pertes et profits 2015 (en CHF) avec comparatifs 2014</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Cotisations et apports ordinaires et autres		
Cotisations des salariés	4'984'000	4'616'000
Cotisations des employeurs	6'637'000	6'547'000
Prestation d'entrée		
Apports de libre passage	1'250'000	1'362'000
Fonds libres à répartir	248'000	1'891'000
<b>Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée</b>	<b>13'119'000</b>	<b>14'416'000</b>
Prestations réglementaires		
Rentes de vieillesse	-17'668'000	-17'321'000
Rentes de survivants	-3'805'000	-3'835'000
Rentes d'invalidité	-603'000	-821'000
Rentes d'enfants	-226'000	-242'000
Prestations en capital à la retraite	-300'000	-2'675'000
Prestations extra-réglementaires		
Rentes de vieillesse	-84'000	-48'000
Rentes de survivants	-4'000	-5'000
Prestations de sortie		
Prestations de libre-passage en cas de sortie	-5'224'000	-4'404'000
Versements anticipés pour épargne logement	-1'425'000	-1'543'000
<b>Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés</b>	<b>-29'339'000</b>	<b>-30'894'000</b>
Dissolution / constitution de capitaux de prévoyance, provisions techniques et réserves de cotisations		
Dissolution (+) / Constitution (-) de capitaux de prévoyance assurés actifs	375'000	13'110'000
Dissolution (+) / Constitution (-) de capitaux de prévoyance assurés actifs	-10'078'000	3'153'000
Dissolution (+) / Constitution (-) de capitaux de prévoyance assurés actifs	-9'603'000	-1'104'000
Rémunération (.) du capital épargne	-4'140'000	-4'317'000
Charges d'assurance		
Primes de risque	-73'000	-91'000
Primes pour frais de gestion	-14'000	-14'000
<b>Résultat net de l'activité d'assurance</b>	<b>-39'753'000</b>	<b>-5'741'000</b>
<b>Résultat net des placements Produits (+) / Pertes (-)</b>		
Résultat sur liquidités et placements à terme	201'000	160'000
Résultat sur obligations	5'856'000	-1'531'000
Résultat sur actions	21'105'000	32'167'000
Résultat sur fonds de placements immobiliers	4'384'000	2'345'000
Résultat sur hypothèques	-605'000	314'000
Résultat sur les placements alternatifs	-637'000	-6'270'000
Résultat sur immeubles	6'869'000	6'384'000
Frais de transactions sur titres	-2'171'000	-2'040'000
Frais d'administration placements	-1'047'000	-1'394'000
Intérêts prestations de sorties	-23'000	-16'000
<b>Autres produits</b>		
Produits divers	13'000	13'000
<b>Frais d'administrations</b>	<b>-448'000</b>	<b>-482'000</b>
<b>Excédent des produits / charges avant constitution / dissolution de la réserve de fluctua de valeurs</b>	<b>-6'256'000</b>	<b>23'909'000</b>
Constitution (-) / Dissolution (+) de la réserve de fluctuation de valeurs	-3'752'000	795'000
<b>Excédent de produits (+) / Excédent de charges (-)</b>	<b>-10'008'000</b>	<b>24'704'000</b>

## Annexe 4

	Date d'acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur comptable au 31.12.2015	Valeur fiscale selon RF (dernière estimation)	Date extrait RF
Immeuble Collex-Bossy	1965	750'000	3'200'000	1'500'000	1990
Immeubles Genève-Ville	1990	12'300'000	49'000'000	12'300'000	1990
Immeuble Carouge	1890	1'200'000	15'003'100	7'500'000	1995
Immeuble Champel	1974	2'780'000	18'020'000	9'800'000	1997
Immeuble Meyrin	2000	3'200'000	7'800'000	3'200'000	2000
Immeuble Veyrier	1995	2'806'700	5'047'900	2'806'700	1995
Immeuble Cologny	2005	3'650'000	5'700'000	3'650'000	2005
Immeuble Chambésy	1998	2'750'000	5'890'000	2'750'000	1998
Immeuble Vernier	1988	1'889'000	6'500'000	1'889'000	1988
Immeuble Petit-Lancy	1973	2'450'000	15'890'000	6'700'000	2000
Immeuble Grand-Lancy	2010	13'050'000	18'900'000	13'050'000	2010
Immeuble Vandoeuvres	1997	2'100'000	5'800'000	2'100'000	1997
			156'751'000		
		Selon bilan	156'751'000		